

Fondamentaux de la campagne de carême 2017 de MISEREOR

Avant-propos

« LE MONDE EST PLEIN DE BONNES IDÉES. LAISSE-LES POUSSER ! »

L'Afrique – un continent plein de bonnes idées ! Est-ce l'image que nous avons de l'Afrique ? Celle-ci n'est-elle pas plutôt synonyme de crises, de guerres, de catastrophes, de maladies et de corruption ? Ou bien ne pense-t-on pas immédiatement aux « Big 5 » (les cinq mammifères d'Afrique) : le lion, le léopard, l'éléphant, le rhinocéros, le buffle ? Ou bien encore aux « 4D » : démocratisation, diversification, décentralisation, dynamisation ?

Dans le livre du prophète Isaïe, Dieu dit à son peuple découragé, désillusionné et sans patrie : « Voici que je fais une chose nouvelle, ne le voyez-vous pas ? » (Is 43, 19) Cette même phrase pourrait justement être prononcée par une ou un de ces paysans du Burkina Faso qui sont au cœur de notre campagne de carême annuelle.

L'Afrique, et notamment le Burkina Faso, pays partenaire de notre campagne de carême 2017, mérite qu'on lui accorde un regard nouveau, un regard attentif. Ce pays fait certes partie des 10 pays les plus pauvres de la planète. Mais il a une société civile très active qui a imposé des élections libres et démocratiques après de longues années de régime autoritaire et une tentative de coup d'état militaire. Il aspire maintenant à une amélioration de ses conditions de vie et s'y attelle activement. La population comprend des paysannes et des paysans très débrouillards qui déploient des trésors d'énergie et de créativité pour trouver des solutions à leurs problèmes quotidiens et qui parviennent même à surprendre la recherche agricole.

Le Burkina Faso est un pays dont le nom est tout un programme : « Le pays des hommes intègres ». Nous vous invitons à faire connaissance de ces hommes intègres. Comme tous les êtres humains, ils ont besoin d'appui et de solidarité. Chaque être humain a ses forces et ses faiblesses. C'est ce que savent pertinemment les gens du Sahel dont le Burkina Faso constitue une grande partie. La théologienne Anne Béatrice Faye pressent que c'est justement cette expérience de la pauvreté qui fait d'eux des hommes généreux, solidaires, possédant un sens poussé de la communauté. Ils connaissent ces situations où ils ont besoin des autres et ils savent ce qu'ils peuvent donner aux autres. C'est ainsi qu'au travers d'une vie simple peut éclore la richesse de leurs relations humaines.

Dépassant le cliché banal de l'afro-pessimisme (« l'Afrique est perdue. Elle n'a pas d'avenir ») et l'enthousiasme béat de l'afro-optimisme (« l'Afrique est l'avenir du monde »), nous plaidons pour un regard réaliste sur cet « espace ouvert, libre, sans prise, que rien ne limite ni n'entrave » (R. Kapuscinski) que nous appelons l'Afrique. Dans son discours prononcé le 16 mars 2016 lors du congrès sur l'Afrique du groupe parlementaire de la CDU/CSU, Horst Köhler déclare : Nous devons porter un « regard neuf, sans parti pris, sur l'Afrique et adopter une nouvelle façon de parler de l'Afrique, exempte d'eurocentrisme, pénétrée de curiosité et de franchise envers ce continent voisin tel qu'il est, avec sa diversité, ses contradictions, ses atouts et ses défis. »

Ce regard nous fait comprendre qu'il n'y a pas qu'une seule réponse à toutes ces questions. Cela nous demandera de nombreuses approches, expérimentations et recherches – tant sur le plan théorique que pratique. Nous n'échapperons ni aux erreurs, ni aux faux pas. Nous proposons dans cet article des ébauches de solution, de façons de faire que nous soumettons à la discussion.

Les Africains, déclare Anne Béatrice Faye, sont des « enfants de minuit ». « Nés à minuit, les États africains doivent traverser les heures les plus sombres de la nuit avant de pouvoir contempler l'aube et découvrir l'horizon. » (Moerschbacher)

La campagne de carême 2017 se devra d'être pour nous, aux côtés des populations du Burkina Faso, un voyage initiatique. Nous vous y invitons.

Pirmin Spiegel, Directeur général de MISEREOR

Il y a de la pauvreté et beaucoup d'autres problèmes en Afrique, mais on ne doit pas oublier que les Africains veulent se développer. Il y a des gens qui travaillent très dur pour se développer. Il faut aussi parler de cela, et pas seulement des guerres et des autres problèmes.

Djeni Lekoun, Responsable recherche-action chez DIOBASS

VOIR

LE BURKINA FASO EN BREF

Régime politique : République

Chef de l'État: Roch Marc Christian KABORE

Fête nationale : 11 décembre / Fête de l'indépendance

Unité monétaire : Franc CFA (XOF), 1 EUR = env. 656 XOF

Langues : Français (langue administrative) ; langues des différentes ethnies

Superficie : 274 200 km²

Capitale : Ouagadougou

Religions : L'Islam est la religion la plus répandue. Il y a une minorité catholique influente. Les religions traditionnelles sont aussi présentes.

Population : environ 19 millions d'habitants

Pyramide des âges : La moitié environ de la population a moins de 17 ans.

Accroissement démographique : 3 %

Indice de développement humain: 0,402 ; 183^e rang sur 188 pays. (Allemagne = 0,916 ; 6^e rang)

Principaux produits d'exportation : l'or et le coton

Relations économiques germano-burkinabè : pas très développées. En 2014, le Burkina Faso était au 149^e rang en termes de volume commercial avec l'Allemagne.

Travail de MISEREOR : Depuis plus de 50 ans, MISEREOR soutient des projets au Burkina Faso (Haute-Volta jusqu'en 1984). La stratégie d'appui s'articule aujourd'hui autour de

l'hydraulique, de la sécurité alimentaire et de la prévention de la violence. Deux thèmes transversaux - la durabilité écologique et la participation citoyenne - sous-tendent la coopération avec les partenaires burkinabè.

Sources :

Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) du Burkina Faso, Programme des Nations Unies pour le développement (UNDP), Ministère des affaires étrangères (de l'Allemagne) (Auswärtiges Amt)

Remarque : Les statistiques varient énormément, sont généralement anciennes et peu précises. Le présent article ne cite que des statistiques actuelles, officielles et relativement incontestables ; il fait uniquement état de données et d'informations recueillies dans les publications récentes des institutions évoquées ci-dessus. Pour ce qui est des religions, nous avons renoncé à donner des chiffres car ils présentent d'énormes divergences. Il nous a semblé préférable de donner une approche qualitative.

BURKINA FASO : « LE PAYS DES HOMMES INTÈGRES »

Le Burkina Faso comporte, à bien des égards, de multiples facettes. Cet État d'Afrique de l'Ouest, qui a obtenu son indépendance en 1960 et s'appelait Haute-Volta jusqu'en 1984, est l'un des pays les plus pauvres de la planète.

Ce changement de nom traduit de manière tangible la créativité et la vitalité d'un peuple qui cherche des solutions à ses problèmes.

Le nom de Burkina Faso est un mélange de deux langues locales : le mooré et le dioula. Burkina signifie « honneur, intégrité » en mooré et Faso signifie « pays, terre, patrie » en dioula. Par conséquent, « Burkina Faso » pourrait être traduit par « pays des hommes intègres ».

Le terme de « Burkinabè » que les citoyens du Burkina Faso utilisent pour se désigner eux-mêmes est aussi très révélateur : la terminaison « è », empruntée au fulfulde, une autre langue locale, est toujours invariable, au masculin comme au féminin, au singulier comme au pluriel, et exprime l'appartenance.

Le Burkina Faso accorde depuis longtemps une très grande importance à la culture. Le rayonnement culturel du pays, y compris à l'international, est de plus en plus important et reconnu. Deux manifestations culturelles de premier plan, qui se déroulent un an sur deux en alternance, en témoignent : d'une part, le Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision (FESPACO) qui a lieu tous les deux ans à Ouagadougou, la capitale, et d'autre part, la Semaine Nationale de la Culture (SNC) qui est organisée à Bobo Dioulasso, la deuxième ville du pays.

Au Burkina Faso, la culture n'a cessé et ne cesse d'être utilisée de manière ciblée afin d'inciter à la réflexion, d'encourager l'esprit de cohésion entre les ethnies et de faciliter le vivre ensemble en paix.

Pendant la période postcoloniale, les efforts destinés à développer et à diffuser une culture de l'action ont été assez concluants. Au Burkina Faso, la culture n'est pas conçue comme une symbolique abstraite et immuable, mais comme un acte politique. Elle consiste en une

réflexion permanente et dynamique sur l'ancien et le nouveau et est le reflet d'un esprit créateur et respectueux des traditions.

Cette conception de la culture a provoqué à maintes reprises, dans l'histoire récente du pays, de puissants mouvements sociaux et de profondes mutations politiques. On ne soulignera jamais assez l'importance des créatifs culturels dans les grèves, les soulèvements populaires et les renversements de régime, mais aussi dans la démocratisation et la promotion des droits humains au Burkina Faso.

Cette conception de la culture a également contribué à promouvoir, dans toutes les classes sociales du Burkina Faso, l'idée qu'il était nécessaire de fournir soi-même des efforts. Cela explique pourquoi les paysans du Burkina Faso prennent humblement et résolument leur destin en main : ils n'attendent pas que les solutions à leurs divers problèmes tombent du ciel. Ils sont conscients, et le montrent, que les réponses à leurs défis doivent et peuvent venir de leurs muscles et de leur cerveau. De ce fait, ce qu'ils attendent des autres est extrêmement simple : qu'ils leur témoignent leur solidarité en ne les empêchant pas de résoudre leurs problèmes et en étant à leur écoute.

**« Certes, nous encourageons l'aide qui nous aide à nous passer de l'aide »
Thomas Sankara, Président du Burkina Faso 1983-1987, dans un discours à
l'ONU le 4/10/1984**

La société civile, très active, a contribué de manière décisive à la tenue des élections présidentielles du 29 novembre 2015 qui ont donné la victoire au chef de l'opposition et ancien premier ministre Roch Marc Kaboré, élu à la présidence de la République avec une majorité de 53,49 % des suffrages. Dans ce contexte, les attentes placées dans le gouvernement actuel sont extrêmement élevées.

**« Mon pays, le Burkina Faso, est le pays des hommes intègres. De nombreuses ethnies cohabitent ici. La plupart des habitants de mon pays vivent de l'agriculture et cultivent du sorgho, du mil et du coton. »
Salam Sawadogo, paysan de Gambre Sale**

LES PROJETS SOUTENUS PAR MISEREOR AU BURKINA FASO

La situation au Burkina Faso présente des défis – pour les populations là-bas et pour nous également. Les Burkinabè doivent agir. Avant de nous interroger sur ce que nous pourrions et devrions faire, d'évoquer nos responsabilités, nos idées et solutions, il faut d'abord regarder ce que font nos partenaires. Quelles actions mènent-ils pour remédier à leur situation de pauvreté, à la famine et au manque d'éducation ? Comment utilisent-ils leurs ressources, leur savoir et leurs possibilités ? Dans quelle direction veulent-ils se développer ?

Nous allons trouver des réponses dans le travail de deux de nos partenaires : DIOBASS et PASMEP. En prenant connaissance de ces initiatives au Burkina Faso, nous ferons le lien avec le slogan de la campagne de carême : « Le monde est plein de bonnes idées. Laissez-les pousser ! »

LA CRÉATIVITÉ AU SERVICE DE NOUVELLES MÉTHODES DANS L'AGRICULTURE

Projet de DIOBASS, partenaire de MISEREOR au Burkina Faso

DIOBASS appuie depuis 1990 des groupes de recherche-action paysans qui s'efforcent de trouver des solutions à leurs problèmes et d'exploiter leur potentiel inutilisé. Cette approche ne repose pas seulement sur un savoir transmis ou traditionnel ; ce que DIOBASS recherche surtout, c'est à mettre en œuvre un processus d'apprentissage en commun où l'on expérimente, où l'on développe ensemble des solutions nouvelles que les participants diffuseront eux-mêmes par la suite.

« Nos poulets et nos pintades étaient fréquemment malades ; et beaucoup d'entre elles mouraient », se souvient Salamata Ouédraogo. Cette femme de 53 ans est assise dans sa cour en bordure du petit village de Toeghin. La perte d'une volaille constituait un véritable désastre pour cette mère de six enfants, veuve depuis plusieurs années. Près de 80 % de la population vit de l'agriculture et de l'élevage au Burkina Faso.

L'élevage des poulets et des pintades est l'affaire des femmes et une importante source de revenus au quotidien. Salamata Ouédraogo en avait assez des poules malades, des poules qui s'arrêtaient de pondre, des frais de traitement élevés. Elle décida d'agir après avoir participé à un atelier organisé par DIOBASS, le partenaire de MISEREOR ; elle voulait désormais participer à la recherche et trouver des remèdes efficaces contre les parasites, la diarrhée et les maladies animales.

C'est précisément là qu'intervient l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) DIOBASS qui a été créée en 1997 et dont le siège se situe à Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso. Une des approches consiste à analyser les difficultés et les défis rencontrés dans l'agriculture, à chercher des solutions dans le cadre de la recherche-action et à diffuser ensuite des produits performants et testés par l'État.

DIOBASS coopère à cet effet avec des organisations paysannes dans sept des treize provinces du Burkina Faso. Pour reprendre les paroles du secrétaire général Djibril Koura : « l'essentiel, c'est que le travail ne s'opère pas 'du haut vers le bas' ». DIOBASS travaille avec un concept axé sur la participation, où les paysans et les paysannes sont les principaux acteurs.

C'est ce qui s'est passé après l'atelier de 2001 auquel Salamata Ouédraogo avait participé. Lorsque différents groupes de travail se sont constitués, elle n'a pas hésité et a sélectionné celui qui l'intéressait le plus : « l'élevage », et notamment l'élevage des volailles. « Quelquefois, je n'avais que trois poulets par an », se souvient-elle. Elle est aujourd'hui présidente du groupe de recherche « Wend Manegda » – ce qui signifie « Dieu nous protège ». Elle s'efforçait pourtant de soigner ses volailles le mieux possible, d'éviter les maladies et d'élever les poussins. Mais elle n'avait jamais vraiment réussi. Son désir était de disposer un jour de moyens efficaces pour lutter contre les principales maladies des volailles.

L'élevage des volailles n'est qu'un des domaines dont s'occupent les organisations paysannes. Si l'agriculture était dominante autrefois, de plus en plus de paysans ont

aujourd'hui des animaux. Souvent ils n'ont qu'une ou deux bêtes qu'ils utilisent pour les travaux des champs et qu'ils peuvent louer à d'autres fermiers contre une rémunération définie. Celui qui est riche et prospère peut se permettre d'avoir tout un troupeau. Mais cela devient un problème lorsque l'un des animaux attrape le Bourgoundi Yolsgo comme on appelle en mooré (la langue la plus répandue au Burkina Faso) la variole bovine ou clavelée.

On rencontre un de ces bovins dans le village de Koungo. Son dos est nu, comme rasé. Là où autrefois sa robe blanche luisait au soleil, ce ne sont plus que des zones de peau sans poil. Par bonheur, la maladie ne se déclare pas souvent. Mais lorsqu'un animal en est atteint, c'est une perte énorme. Un bovin sain, fort et bien nourri peut rapporter à son propriétaire jusqu'à 375 000 CFA (571,64 euros), exceptionnellement même 600 000 CFA (914,63 euros). Mais un bovin atteint de ces symptômes rapporte peu, au maximum 200 000 CFA (304,87 euros). La maladie provoque l'amaigrissement des animaux. Et ce qui est pire, c'est que cette maladie est contagieuse ; faute de traitement, la bête meurt.

C'est un immense problème pour des éleveurs comme Issa Kinde. Ce dernier vit à Doungo et préside l'association « Tege Wende » qui est présente dans trois provinces et comprend trente-trois groupes au total. Chaque groupe possède entre 30 et 40 membres. « Nous ne sommes pas des fonctionnaires », précise-t-il en riant. C'est pourquoi les animaux sont pour nous un livret d'épargne, une sécurité. « Si, par exemple, un membre de ma famille tombe malade, je vends une bête. » Il utilisera le produit de la vente pour payer les factures du médecin et les médicaments.

Un jour, les membres de « Tege Wende » en ont eu assez de perdre des animaux. C'est la raison pour laquelle le groupe a décidé de se lancer lui-même dans la recherche d'une solution pour vaincre cette épidémie de variole. Ils sont parvenus à identifier deux plantes déterminantes dans les essais systématiques planifiés et effectués avec l'aide de DIOBASS. En plus de l'écorce de baobab, il s'avère que les cosses de néré jouent un rôle non négligeable. Au début, ils ont pris des cosses bien mûres sans obtenir d'effet concluant. Mais en fin de compte, c'est l'observation qui a payé. « Un jour, nous avons mélangé celles-ci avec des cosses picorées par les oiseaux, mais non mangées », explique M. Kinde. Il nous a fallu quatre années avant de parvenir à un résultat.

Les Peuls nous ont aussi donné des pistes, précise M. Kinde. Les Peuls sont un groupe ethnique largement répandu dans toute l'Afrique de l'Ouest qui vit de l'élevage. DIOBASS a facilité les rencontres et les voyages d'échange à l'intérieur du Burkina Faso. C'est ainsi que les chercheurs de Koungo ont aussi acquis d'autres connaissances sur l'élevage et la gestion des pâturages. Désormais, ils savent non seulement comment traiter au mieux l'épidémie de variole, mais aussi comment améliorer l'hygiène dans les enclos et les étables, quels arbres éviter pour le pâturage afin de porter un coup d'arrêt à l'infestation par les tiques, vecteurs de la maladie. Avec, au bout du compte, un troupeau plus sain.

Rencontre avec Vincent Ouédraogo dans son champ, à quelque 30 minutes en voiture de Yako, la capitale de la province. Le champ se situe entre Tinkoaguelga, où il habite, et la petite ville de Gomponsom. Le sol est moelleux, bien aéré et le pied s'enfonce doucement en marchant. Il n'y a pas de comparaison possible avec les terres autour du champ qui sont compactes et dures comme des pierres. Il est difficile d'imaginer que tout était dans le même état quelques années auparavant. « Au début, nous ne savions pas comment bien travailler la terre », sourit le paysan qui cultive un hectare.

Le champ qui est la principale source de revenus de cette famille de huit personnes n'est pas grand ; il faut par conséquent l'utiliser de manière optimale. « J'ai appris beaucoup de choses grâce à DIOBASS » confie-t-il d'un air satisfait. Il a par exemple bordé son champ d'un cordon en pierres de latérite. Ces diguettes ne donnent pas seulement un air soigné au champ, elles ont surtout l'avantage de retenir la terre fertile en cas de fortes précipitations. Vincent utilise également une autre technique culturale, le zaï. Il s'agit de trous remplis de fumier qui redonne de la fertilité à la terre.

Mais ce dont il est très fier semble, à première vue, perturber l'harmonie de son champ. Pourtant Vincent Ouédraogo savait très bien ce qu'il faisait lorsqu'il a planté le Baghanga (*Piliostigma reticulatum*). « L'écorce est utilisée comme matériau de construction, et les fruits servent de nourriture pour les animaux. » Il explique aussi que les feuilles sont très recherchées, d'une part pour fertiliser son champ, et d'autre part, par sa femme, comme ingrédient pour préparer des sauces. C'est ainsi que Vincent Ouédraogo tire le meilleur parti de son hectare de terre. Et puis, la plantation d'arbres offre aussi l'avantage de restaurer les paysages agraires (parcs) qui sont si typiques de la région. Ils ont pratiquement disparu dans d'autres zones. Aujourd'hui, on plante systématiquement des espèces d'arbres utiles qui ne se renouvellent plus d'elles-mêmes en raison de la dégradation des sols.

La restructuration des parcelles et la production de remèdes ne semblent pas très spectaculaires à première vue. Il est même difficile d'imaginer que des remèdes comme le *Tao-tao* ou le *Sayan* puissent lutter contre les ectoparasites de la volaille ou qu'ils aient de tels effets contre la variole des bovins. La diffusion des produits est encore assez faible ; en 2015, le groupe de recherche « Wend Manegda » n'a vendu que 2 400 sachets de médicaments ; d'autres groupes ne font guère état de chiffres élevés.

Salamata Ouédraogo voit les choses sous un jour différent : « Nous vendons des médicaments : c'est la preuve qu'ils sont bons ». Ce qui aide les femmes, c'est la collaboration avec l'INERA (Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles / Burkina Faso) qui a testé une partie des produits puis homologués. Selon l'INERA, le *Tao-tao* est aussi efficace que n'importe quel médicament vétérinaire tout en étant moins cher. Tous les matins, Salamata Ouédraogo est témoin de leurs effets lorsqu'elle donne à manger à ses poules. Elles ne sont plus simplement trois, mais, selon la saison, leur chiffre peut atteindre 30 poules - qui répondent à l'appel le matin et attendent les grains de mil. Elle ramasse désormais plus d'œufs, peut tuer une poule pour une festivité et même en vendre, si besoin est.

Le fait que la recherche ait été menée en commun avec d'autres femmes et qu'elle ait abouti a créé des liens. C'est ainsi que « Wend Manegda » a utilisé une partie des ressources pour organiser un banquet ce qui devrait avoir des effets positifs au niveau de la communauté villageoise.

Il est important maintenant de mettre en réseau les différents groupes de recherche. Il existe certes des contacts et des échanges à l'occasion de foires et d'ateliers, mais il faudrait les développer davantage. Cela permettrait enfin de mieux diffuser les médicaments et les innovations à l'intérieur du pays tout entier. DIOBASS a déjà communiqué de diverses manières sur les connaissances acquises et développées jusque-là. Il serait indiqué de mettre en place une banque de données numérique commune aux organisations travaillant dans des domaines similaires, pour mettre en mémoire les substances actives des plantes et des arbres étudiés, leurs interactions possibles et les applications envisageables. Ce savoir

traditionnel revisité et développé serait ainsi au service de nombreuses initiatives. En même temps aussi, il pourrait être mieux protégé pour ne pas tomber entre les mains des grands groupes pharmaceutiques, mais profiter au contraire aux découvreurs et au plus grand nombre possible de paysannes et de paysans.

Les expériences réalisées par DIOBASS ont démontré qu'il est possible de préserver et d'accroître le savoir et les connaissances des paysans. L'approche participative est la clef de voûte de cette réussite. Les participants décident eux-mêmes les thèmes de la recherche, comment ils veulent procéder et comment ils vont organiser les séries d'expériences. Cela augmente la confiance en leurs propres capacités et renforce l'esprit de cohésion. En même temps se crée une bonne symbiose entre les connaissances locales et la recherche moderne. Cela est confirmé par la coopération avec l'Institut des recherches environnementales et agricoles (INERA).

L'approche holistique a également contribué au succès de l'entreprise. La recherche n'est pas centrée sur un produit unique qui doit rapporter le plus d'argent possible, mais sur des problèmes que l'on prend à la racine : que ce soit des maladies d'animaux ou de volaille, l'amélioration des techniques de culture ou des conditions d'élevage. Que l'on ait délibérément choisi de mettre les résultats à la disposition des paysans disposant de moyens financiers modestes est un élément positif qu'il convient de souligner.

C'est un aspect motivant. Vincent Ouédraogo en est le meilleur exemple. Au début, il n'avait que peu d'expérience dans le domaine agricole et des moyens financiers modestes. Maintenant, il présente fièrement ses réalisations. Son niveau de vie s'est amélioré même si la vie quotidienne est toujours dure dans les zones rurales et qu'il faut sans cesse beaucoup travailler. Vincent doit l'amélioration de sa situation à son esprit d'entreprise et à son goût pour les innovations. Avec ces atouts, il continuera de développer « son entreprise » à l'avenir.

« Les composants des produits se trouvaient ici, mais nous n'en étions pas conscients. DIOBASS nous a ouvert les yeux. La solution était à portée de main, mais on passait chaque jour à côté sans le savoir. »
Andema Sawadogo, habitant de Koungo

LA MINI-LAITERIE À TAMBOLO

Projet de PASMEP, partenaire de MISEREOR

PASMEP aide des familles de pasteurs semi-sédentaires à intensifier leur élevage en cultivant du fourrage, à augmenter leur production de lait par le croisement avec des races locales robustes et à écouler le lait sur les marchés locaux grâce aux mini-laiteries. (www.pasmep.org)

Lorsqu'elle a du temps, Djedi Diallo s'installe sous le grand tamarinier trônant au centre de Tambolo, son village. De là, elle regarde les troupeaux de bovins qui traversent le village et de temps en temps secoue la tête en signe d'appréciation lorsqu'elle aperçoit un animal bien nourri. Cette femme de cinquante ans ne peut pas s'imaginer une vie sans bovin. « Ils garantissent notre survie », souligne Djedi Diallo de l'ethnie des Peuls.

Les Peuls sont l'un des principaux groupes ethniques d'Afrique de l'Ouest. Ils sont disséminés dans un grand nombre de pays - de l'Atlantique au Lac Tchad - comme aucune autre ethnie dans la région. Et du fait de leur mode de vie nomade, ils ne disposent pas de lobby. Jusqu'à ce jour, les Peuls sont des semi-nomades : les pères et les fils se déplacent dans la région avec leurs troupeaux, parfois importants, pendant que les femmes restent à la maison avec les anciens, les filles et les petits enfants pour s'occuper du ménage et garder les vaches et leurs veaux sur place.

La population augmente rapidement en Afrique de l'Ouest et cela est source de conflits de plus en plus fréquents autour des ressources qui ne cessent de se raréfier. Selon les estimations de la Banque mondiale, la population du Burkina Faso croît de 2,9 % par an et compte aujourd'hui près de 19 millions d'habitants. Les éleveurs se voient reprocher par les paysans sédentaires que les animaux piétinent les champs cultivés, détruisant ainsi leurs récoltes. Les éleveurs se plaignent à leur tour que beaucoup d'anciens pâturages ont été transformés en terres de culture, que les corridors de passage ont disparu depuis bien longtemps, rendant l'accès aux zones de pâturage et aux points d'eau de plus en plus difficile. Lorsqu'ils expriment cette préoccupation, les Peuls récoltent plus de moqueries que de compréhension car l'on prétend souvent que les Peuls feraient tout pour leurs vaches et qu'ils les aiment plus que leur propre femme.

A Tambolo, qui se situe à quelque 10 kilomètres de Pô, la capitale provinciale, Djedi Diallo secoue énergiquement la tête lorsqu'elle entend ce discours. Elle explique que les bêtes ne sont pas seulement leur fierté mais aussi leur capital. « Nous vivons avec elles. Lorsque nous avons besoin d'argent, nous vendons un veau ; c'est ainsi que nous solutionnons nos problèmes ». La production de lait a par contre une grande importance pour couvrir les besoins quotidiens. C'est la raison pour laquelle MISEREOR aide les mini-laiteries mises en place par PASMEP (Plate-Forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux).

Inaugurée le 13 mai 2015, la mini-laiterie joue depuis un rôle central dans le village. « Elle a changé le visage de notre village », déclare Mariam Diallo, présidente du groupement féminin appelé Zemstaaba (c.-à-d. entente / concorde) et responsable de la gestion de la mini-laiterie. En plus de Mariam Diallo, la laiterie emploie cinq autres femmes.

Deux femmes s'occupent chaque jour de la réception du lait cru et de sa transformation en yaourt. Salam Diallo, le comptable, tient la liste des quantités de lait livrées par les femmes. La production et la transformation du lait sont l'affaire des femmes. En moyenne, chaque productrice livre entre trois et six litres de lait par jour. Certains jours, la quantité de lait récoltée peut atteindre 50 litres.

Si l'on en croit Mariam Diallo, la quantité de lait a augmenté depuis le lancement du projet. A certaines époques, les vaches ne donnaient qu'un demi-litre à un litre de lait par jour. La production était extrêmement faible pendant la saison sèche quand la nourriture était peu abondante et pauvre en éléments nutritifs. « Aujourd'hui une vache donne entre deux et trois litres de lait », précise la presque sexagénaire. Au démarrage du projet, les femmes ont reçu une formation dans le domaine de la production de fourrage et elles ont appris le lien qui existe entre l'alimentation et les performances laitières.

Un autre aspect positif à ses yeux, c'est le cours d'alphabétisation qui s'est déroulé en 2015 et qui a réuni une trentaine de femmes. On estime actuellement à 36 % le taux d'alphabétisation au Burkina Faso ; il devrait être beaucoup moins élevé chez les Peuls. Du

fait de leur mode de vie, il était difficile d'aller à l'école dans le passé. Mais Mariam Diallo s'empresse d'ajouter qu'aujourd'hui presque tous les enfants du village sont scolarisés.

Lorsqu'elle est de service, Mariam Diallo passe quelquefois toute la journée dans la mini-laiterie qui comprend deux pièces et une terrasse couverte. Les femmes veillent très attentivement à ce que les visiteurs ne transportent pas de saletés à l'intérieur de la laiterie. La terrasse est régulièrement balayée et les femmes veillent au respect des règles d'hygiène.

A l'intérieur, on entend le ronronnement d'un réfrigérateur au gaz dans lequel est stocké le yaourt. Le reste de l'alimentation électrique est assuré par deux panneaux solaires. Ces installations sont essentielles pour garantir le fonctionnement de la mini-laiterie. Comme beaucoup d'autres villages du Burkina Faso, Tambolo n'est pas raccordé à un réseau électrique et personne ne peut dire quand ce sera le cas.

Dans le passé, le manque d'électricité était l'argument déterminant pour les détracteurs de la production de lait locale. Ils avançaient qu'on ne pouvait pas vendre de lait produit sur place - ni au Burkina Faso ni dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest - vu qu'il n'était pas possible de garantir la chaîne du froid. L'utilisation de générateurs était trop coûteuse et donc peu rentable ; par conséquent le lait produit sur place ne pouvait pas rivaliser avec les importations de lait en provenance d'Europe. Le projet de Tambolo apporte la preuve que cela est tout à fait possible à l'échelle locale pourvu que le système de refroidissement soit adapté aux conditions sur place, les quantités peu élevées et que les circuits d'approvisionnement ne soient pas trop longs.

Une fois la routine matinale terminée, c'est-à-dire que plus aucune femme ne livre de lait, Mariam Diallo jette un coup d'œil investigateur dans les pièces. Un sourire apparaît de nouveau sur le visage de cette femme de grande taille. La mini-laiterie signifie un plus pour elle en termes de qualité de vie. « Nous avons beaucoup souffert autrefois », commence-t-elle à raconter « nous sommes allés à pied à Pô et avons transporté le lait sur notre tête. » La vente était à peine rentable et certainement sans aucune proportion avec les efforts consentis. Aujourd'hui, la distance est de quelques centaines de mètres seulement pour la plupart des femmes. De plus, la flexibilité des heures d'ouverture est très pratique.

Avec cette infrastructure, le village dispose désormais d'un centre qui peut être utilisé pour des rencontres ; il a été équipé à cet effet de bancs et de chaises. Cinq petites échoppes ont entre-temps fait leur apparition à proximité, elles proposent par exemple du thé, du café en poudre et du savon. Cette évolution est le signe que les habitants de Tambolo disposent d'un peu d'argent.

Djedi Diallo, une des belles-sœurs de Mariam, se réjouit surtout que la mini-laiterie lui permette de gagner régulièrement de l'argent sans trop de difficultés. Cette mère de cinq enfants en garde le bénéfice puisque c'est elle qui s'occupe des quatre vaches. Actuellement deux de ses quatre vaches donnent du lait. Les bons jours, cela lui rapporte 2 400 CFA (3,65 euros). C'est une somme importante pour elle. On estime généralement que 44,9 % de la population du Burkina Faso vit sous le seuil de pauvreté. « Même si, certains jours, je ne recueille qu'un litre de lait, je sais que je gagnerai un petit quelque chose », affirme Djedi Diallo qui se réjouit d'avoir une certaine sécurité qu'elle n'avait pas dans le passé.

Et de préciser en souriant « Je peux payer les frais de scolarité des enfants et leur acheter des vêtements et des chaussures. Quelquefois même, j'achète quelque chose pour moi. »

Elle estime qu'il est très important que les femmes aient de l'argent. « Nous sommes beaucoup plus fortes que les hommes dans beaucoup de domaines. Nous pouvons mettre en œuvre des plans d'action qu'ils ne peuvent pas. Nous pensons à des choses qui ne leur effleurent même pas l'esprit. »

Quelquefois, c'est une pièce de 100 CFA (15 centimes) pour un des enfants. Cela suffit pour un sachet de yaourt fabriqué à Tambolo. Chaque fois que l'on a quinze litres de lait, on met en route une nouvelle tournée de yaourts. Un litre donne six sachets en plastique qui rapportent 600 CFA à la vente. Le litre de lait coûte 500 CFA. Jusqu'à présent les femmes n'ont pas développé d'accès à de grands marchés ni pris contact avec des grossistes. Les habitants de Tambolo et des hameaux environnants achètent le yaourt, explique Mariam Diallo. Quelquefois aussi, des clients nous arrivent de Pô, la capitale de la province de Nahouri. Il y a un panneau sur la route menant à la frontière avec le Ghana qui signale la présence de la laiterie ; il est très utile.

La mini-laiterie démontre qu'il est tout à fait possible de produire du lait et des yaourts à des conditions intéressantes pour le marché local. Les coûts relativement peu élevés pour la construction de la laiterie, l'achat du frigidaire au gaz et les panneaux solaires ont permis d'obtenir de grands effets à l'échelle d'un village comme Tambolo.

Dans ce contexte, les facteurs sociaux comptent autant que la production elle-même. La mini-laiterie est devenue le centre de la localité ce que les femmes de l'association Zemstaaba apprécient tout particulièrement. Ce qui signifie qu'elles se sentent responsables de son fonctionnement. Lorsque tout marche bien, un bon nombre d'entre elles perçoivent un revenu relativement régulier, et ce, pour la première fois de leur vie. Elles peuvent l'investir pour couvrir les besoins de leur famille, mais aussi pour l'éducation des enfants. L'expérience de la mini-laiterie de Tambolo nous montre que l'on peut bien mettre à profit les ressources et les potentiels des Peuls. La production locale de lait peut encore augmenter sensiblement grâce à des mesures ciblées comme la production de fourrage, la coupe et un meilleur entreposage du foin. A plus long terme, la production laitière par vache devrait atteindre six litres par jour par le croisement avec des bovins Goudali originaires du Nord du Nigeria.

Pour l'heure, la commercialisation est limitée essentiellement à la population du village et de ses alentours. Tambolo, situé non loin d'une route principale, offre de nombreux atouts pour l'avenir. Un important marché existe près de la frontière, à seulement dix kilomètres ; il offre des débouchés importants avec l'afflux de voyageurs. De plus, il y a Pô, la capitale provinciale, qui représente un marché potentiel.

La transformation du lait, comme elle se déroule localement à Tambolo, atteint enfin un autre but qui est tout aussi essentiel. La population prend confiance en elle-même et se voit reconnue, ce qui est très important pour une minorité ethnique marginalisée. « Autrefois je pensais que notre lait ne valait pas autant que celui d'Europe », avoue Djedi Diallo. La mini-laiterie a changé son point de vue de manière radicale : « Aujourd'hui nous pouvons le transformer, faire ce que nous voulons avec. »

Les deux projets illustrent très bien le slogan de la campagne de carême : « Le monde est plein de bonnes idées, laisse-les pousser ! » Nous devrions adopter cette attitude lorsque nous regardons l'Afrique et reconsidérer notre propre comportement.

« Il nous faut atteindre trois objectifs pour la mini-laiterie : produire plus (pour cela, il nous faut plus de fourrage) ; mieux nous organiser dans notre groupe et nous constituer une large clientèle fidèle. »

Kumbo Diallo, éleveuse de Tambolo

L'AGRICULTURE AU BURKINA FASO

L'agriculture joue un rôle prépondérant dans l'économie burkinabè : elle contribue, à hauteur de 38 %, à la création de valeur ajoutée nationale et assure des revenus à environ 80 % de la population. Le coton est le principal produit agricole exporté par le Burkina Faso et le seul produit agricole jouant un rôle sur le marché mondial. Les animaux vivants, le cuir et les peaux ainsi que les fruits et légumes sont, quant à eux, exportés vers les pays voisins, membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Dans le climat semi-aride du Burkina Faso, les produits alimentaires de base, tels que le mil, le sorgho, le maïs, le manioc et le niébé, sont cultivés en pluvial. La saison des pluies dure à peine trois mois dans le nord du pays, très aride, alors que dans le sud-ouest, plus humide, elle dure jusqu'à six mois. Bien que les paysans du Burkina Faso aient été confrontés, depuis la fin des années 1960, à un climat de plus en plus sec, les exploitations agricoles, exclusivement paysannes, ont réussi à faire progresser la production nationale de 4 % par an depuis 1980. La production nationale de céréales suit donc le rythme de l'augmentation annuelle de la population qui s'élève à environ 3 %. La croissance de la production résulte surtout de l'extension des surfaces cultivées et, dans une moindre mesure, de l'intensification. Néanmoins, les défis sont immenses, étant donné que la population à nourrir aura doublé d'ici 35 ans.

Pendant la même période, des donateurs internationaux, mais aussi pour une large part des Œuvres comme MISEREOR ont permis de développer considérablement l'aménagement de petites surfaces irriguées. Cela permet aux producteurs locaux de continuer à produire pendant la saison sèche, de compléter leur alimentation et de générer des revenus. Une grande partie des surfaces irriguées (données de 2001) sont dédiées aux cultures maraîchères et à la riziculture. La culture de fruits et légumes offre à elle seule des perspectives à plus de 400 000 Burkinabè, essentiellement jeunes, dont environ 100 000 femmes. Les légumes ne sont pas seulement produits pour la consommation locale, ils sont aussi exportés. En à peine quelques décennies, la culture maraîchère a réussi à devenir si importante qu'elle contribue à hauteur d'environ 11 % à la création de valeur ajoutée agricole.

Bien que la production de riz ait, elle aussi, plus que doublé entre 1980 et 2007, les paysans n'ont pas réussi à renforcer leur potentiel productif suite à la concurrence du riz bon marché importé d'Asie. Ce n'est qu'avec le début du renchérissement du riz sur le marché mondial, à partir de 2008, que la production locale de riz a démarré sa croissance fulgurante. Jusqu'ici, à l'échelle nationale, seules 10 % des terres potentiellement irrigables (600 000 ha) ont été valorisées. Le développement témoigne du potentiel productif de l'agriculture paysanne, à condition que le marché offre des conditions attractives et que l'aménagement de nombreux petits dispositifs d'irrigation se poursuive.

La filière cotonnière continue à jouer un rôle stratégiquement important pour l'économie burkinabè. 325 000 exploitations paysannes, dont la plupart sont situées dans le sud-ouest du pays, cultivent du coton. Une grande partie des producteurs ne cultive du coton que sur des surfaces de 1 ha. Les intrants pour la production cotonnière, les conseils de vulgarisation et les achats de coton sont organisés dans un système formel. La productivité de la filière cotonnière n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960. Ces succès reposent en grande partie sur 70 ans de recherche agricole, dans le cadre d'une coopération avec la France, qui a permis de sélectionner des variétés de coton ayant des fibres spécialement longues et des caractéristiques de tissage exceptionnelles tout en augmentant la productivité des terres. Jusqu'à aujourd'hui, seuls les cultivateurs de coton du Burkina Faso ont un accès sûr aux intrants, tels que semences, engrais minéraux et pesticides.

L'élevage au Burkina Faso est, pour une large part, pratiqué par les Peuls qui représentent 7,8 % de la population du pays. Avec des bovins, des ovins et des caprins, ils produisent aussi du lait dans des troupeaux mixtes. Une grande part des Peuls est, depuis des générations, semi-sédentaire, c'est-à-dire qu'ils cultivent des terres tout en se consacrant à l'élevage. Une petite part des troupeaux restent dans les villages en période de culture des champs, alors que pour la plus grande partie des troupeaux, la transhumance commence en juin, au début de la saison des pluies, et se poursuit jusqu'en novembre. Selon les précipitations enregistrées pendant la saison des pluies, les pasteurs se déplacent avec leurs troupeaux sur des itinéraires de transhumance connus et ne retournent dans leurs villages qu'après les récoltes. Selon les précipitations, ils se déplacent aussi avec leurs troupeaux dans les pays voisins du Burkina Faso. Les cultivateurs et les éleveurs coopèrent depuis des générations de diverses façons. Des paysans aisés confient leurs bovins aux Peuls. Par ailleurs, les éleveurs et les cultivateurs concluent des contrats permettant aux éleveurs de venir glaner dans les champs avec leurs troupeaux, après la récolte. En offrant des enclos de parcage nocturne aux troupeaux, les cultivateurs gagnent de précieux engrais pour leurs champs. L'augmentation de la densité de population, la disparition des surfaces de forêts et de prairies ainsi que l'importance des corridors de passage des troupeaux conduisent à une multiplication des conflits entre les cultivateurs et les éleveurs. Les formes plus intensives d'élevage comme l'engraissement d'animaux, la production de lait et l'élevage de volailles se développent surtout autour des grandes agglomérations parce que la demande en lait et en viande y est généralement élevée et que les débouchés y sont bons (voir ci-dessous : la filière laitière).

Capacités d'adaptation et innovations

Les conditions générales ayant changé, l'agriculture paysanne a dû relever des défis de taille au cours des dernières décennies. Les paysans ont dû faire face à un climat plus sec et à une plus grande variabilité climatique, mais aussi à une baisse significative de la fertilité des sols et à une érosion importante. Ces phénomènes résultent de la disparition des jachères et de la transformation des forêts et prairies en surfaces cultivées. Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel qui ont démarré dans les années 1980 et 1990, les prestations de l'État en faveur de l'agriculture (conseils de vulgarisation, crédits pour l'agriculture, mise à disposition d'intrants, etc.) ont diminué de plus en plus fortement. Afin de mieux se prémunir contre les mauvaises récoltes et les pertes de revenus agricoles, les paysans ont recouru de plus en plus, au cours des dernières décennies, à des activités génératrices de revenus complémentaires (petit commerce, migration de travail). Cette stratégie était nécessaire parce que d'une part les différentes sources de revenus ne

garantissaient pas, à elles seules, des revenus suffisants et que d'autre part il fallait minimiser les risques.

Les cultivateurs et les éleveurs sont quasiment livrés à eux-mêmes dans leur lutte contre divers problèmes : parasites, maladies des animaux, stockage, traitement et commercialisation de leurs produits. Les solutions étant souvent inaccessibles ou inabordables, les paysans ont fait preuve d'une créativité et d'une ingéniosité hors du commun pour concevoir de propres innovations, indépendamment des travaux des organismes de recherche agricole. Bien qu'ils aient pour mission d'améliorer la pratique de l'agriculture ou de l'élevage, ces organismes conçoivent généralement des solutions ciblées sur les exploitations agricoles les plus aisées et visant à renforcer la productivité, mais peu accessibles ou trop onéreuses pour les petites exploitations paysannes disposant de peu de ressources. MISEREOR soutient depuis des années deux projets qui aident les paysannes et les paysans à développer de propres solutions.

Enjeux de développement

Les stratégies de développement misent souvent sur des technologies modernes et des investissements dans une agriculture à grande échelle. Dans une économie basée sur l'agriculture comme celle du Burkina Faso, dont la majorité des habitants vivent de l'agriculture, il ne faut pas seulement évaluer chaque projet de développement et chaque investissement en fonction de la rentabilité : il faut aussi prendre en compte le nombre de personnes auxquelles ils bénéficieront, leur permettant d'avoir des revenus et des perspectives dans le cadre d'une activité indépendante ou d'un emploi formel.

La mise en place de nombreuses petites laiteries permet à de nombreux Burkinabè de bénéficier de revenus supplémentaires et de renforcer leur pouvoir d'achat. Par contre, il est possible que la mise en place d'une grande laiterie centralisée, avec le soutien d'investisseurs internationaux, ne crée qu'un nombre limité d'emplois formels. Parallèlement, il existe un réel danger de voir apparaître des structures monopolistes dans la filière laitière, les petites laiteries décentralisées et les nombreux petits fournisseurs qui les approvisionnent risquant d'être évincés du marché.

Pour développer l'agriculture, les gouvernements africains ont souvent misé, et misent encore aujourd'hui, sur les technologies modernes issues de la recherche agricole. Mais celles-ci ne jouent quasiment aucun rôle pour la majorité des exploitations paysannes. Les paysans et les éleveurs itinérants, comme les Peuls par exemple, ont prouvé qu'ils avaient le potentiel de concevoir eux-mêmes des solutions novatrices, comme en témoignent les diverses « approches de recherche par et avec les paysans ». Pour que les paysans et les éleveurs tirent eux-mêmes profit de la recherche agricole, il est important d'ancrer au cœur de la recherche des approches dans lesquelles ils jouent un rôle actif, voire déterminant.

Si un éléphant et un chameau travaillent ensemble, le champ sera grand.

La filière laitière au Burkina Faso : personne ne mentionne les Peuls

Au Burkina Faso, un pays qui compte 10 millions de vaches pour environ 19 millions d'habitants, la production laitière, les conditions et les prix de production sont aussi un sujet controversé. La production laitière est importante pour les pasteurs peuls traditionnels (voir ci-dessus) ; depuis la suppression des quotas laitiers en Europe, de plus en plus de lait en poudre envahit le marché mondial et, de ce fait, le marché local. Le Burkina Faso importe

chaque année du lait en poudre pour environ 130 milliards de francs CFA, c'est-à-dire 198 millions d'euros. De plus, rien qu'au Burkina Faso, les importations de lait en poudre enrichi de graisses végétales ont augmenté au cours des cinq dernières années pour atteindre plus de cinq mille tonnes. Le gouvernement voudrait promouvoir sa propre filière laitière dans laquelle il injecte des millions ; il mise surtout sur deux grandes régions du pays : les environs de la capitale Ouagadougou et la région de Bobo-Dioulasso. Il est prévu qu'à l'avenir environ 250 millions de litres de lait y soient produits. Le programme du gouvernement inclut aussi la construction de deux grandes laiteries, l'une à Koubri dans la région de Ouagadougou et l'autre dans la région de Bobo-Dioulasso – elles sont destinées à devenir les « bassins laitiers » du pays.

Ce qui est inquiétant dans ce contexte, c'est que les zones d'habitat traditionnelles des Peuls dans le nord et l'est du pays ne jouent aucun rôle dans les projets du gouvernement. Pourtant, les Peuls ont absolument besoin de meilleures perspectives de revenus et d'emplois.

Or, il existe déjà de nombreuses initiatives intéressantes chez les Peuls, comme la construction de petites laiteries qui doivent et peuvent constituer un élément important de la lutte contre la pauvreté.

Si la brousse est bonne, le lait est abondant. (Proverbe Peul)

Mais celles-ci sont remises en cause par la politique agricole et commerciale européenne et les Accords de Partenariat Économique que l'UE veut conclure avec les États de la CEDEAO.

Les Accords de Partenariat Économique (APE) avec l'Europe et la filière laitière au Burkina Faso : une interaction désastreuse

Après plus de 15 ans de longues et âpres négociations, l'Union Européenne a conclu un accord de libre-échange, appelé Accord de Partenariat Économique (APE), avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Cet accord a vocation à remplacer le libre accès au marché que l'UE accorde depuis les années 1970 sans contrepartie aux 78 pays de l'ACP (dans leur majorité d'anciennes colonies en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique Sud).

Les négociations étaient motivées par l'incompatibilité des préférences commerciales de l'Accord de Lomé avec les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Neuf exportateurs de bananes d'Amérique du Sud avaient porté plainte, étant donné que, contrairement aux pays de l'ACP, ils ne pouvaient pas accéder au marché sans s'acquitter de droits de douane.

La signature d'accords réciproques de libre-échange, qui sont reconnus par l'OMC, peut garantir le libre accès au marché de l'UE – mais en contrepartie les pays de la CEDEAO doivent aussi ouvrir leurs marchés aux produits de l'UE.

Les APE sont critiqués depuis le début des négociations par la société civile, en Afrique comme en Europe, mais de nombreux gouvernements sont aussi très critiques. Le Nigéria et la Gambie refusent de signer l'APE-CEDEAO. De ce fait, le débat prévu au Parlement européen sur la signature de l'Accord a été reporté à novembre 2016.

Les critiques portent notamment sur le fait que l'UE privilégie les objectifs commerciaux, à savoir faciliter l'accès au marché et satisfaire la demande en matières premières aux prix du marché, par rapport aux objectifs de développement. Le fait que la Direction générale du Commerce de la Commission européenne ait mené les négociations au lieu de la Direction générale de la Coopération et du Développement va en ce sens.

Qu'est-ce que cela implique pour la filière laitière ?

Les négociations ont notamment porté sur les produits pouvant être exclus de la libéralisation et continuer à être protégés par des droits de douane.

L'accord prévoit maintenant que les États de la CEDEAO puissent conserver des droits de douane pour environ un quart des produits. Ces pays d'Afrique de l'Ouest décident, en principe du moins, en toute autonomie des catégories de produits auxquelles cette disposition s'appliquera ; néanmoins, ils doivent d'abord se mettre d'accord entre eux. Contrairement à la communauté des États d'Afrique de l'Est, la CEDEAO a maintenant décidé de n'exempter, dans le secteur laitier, que les produits frais comme le lait et le yaourt de la baisse des droits de douane ; pour le lait en poudre et le lait en poudre enrichi de graisses végétales, les droits de douane devront disparaître complètement d'ici à quelques années.

De ce fait, le potentiel de la filière laitière pour lutter contre la pauvreté est sapé. Il est tout à fait concevable que le lobby des laiteries européennes ait joué un rôle dans cette décision ; en effet, il investit actuellement de plus en plus dans le traitement du lait en Afrique de l'Ouest et veut acheter des entreprises africaines existantes ou acquérir des participations. Ces grandes laiteries ont obtenu un meilleur accès au marché, et donc des débouchés importants – et leurs filiales en Afrique peuvent s'approvisionner en lait en poudre, leur matière première, à un prix un peu plus avantageux.

À propos du prix du lait en poudre dans les supermarchés du Burkina Faso par rapport au prix du lait du Burkina Faso. « Il faudrait qu'une politique encourageant l'ensemble du secteur laitier soit mise en œuvre pour que tous les producteurs de lait puissent produire davantage et obtenir un bon prix. Ceci est impossible si le lait en poudre d'Europe, bon marché, vient concurrencer notre propre production », dit Korotoumou Gariko, pionnière des mini-laiteries au Burkina Faso. « Aujourd'hui, le lait en poudre, que nous trouvons partout en petits sachets, sur les marchés comme dans les kiosques, coûte deux fois moins cher que le lait local. Le lait en poudre et le lait élaboré à partir de graisses végétales, en provenance d'Europe, coûte environ 34 centimes alors que le lait local coûte entre 76 centimes et 1,10 euro le litre. »

Les perdants seront les producteurs et productrices de lait de la région. Leur revendication de longue date, à savoir l'obtention d'une plus grande protection face aux importations n'a pas été entendue. Au contraire, les droits de douane vis-à-vis de l'UE vont être entièrement supprimés, à long terme dans le cadre de l'APE. Une solution comme en Afrique de l'Est, où il a été possible, grâce à des droits de douane élevés sur les importations de produits laitiers, d'intégrer les paysans et les nomades aux chaînes de création de valeur est pratiquement inimaginable.

« Ils veulent faire de nous des consommateurs, alors que nous sommes des producteurs. »

René Millogo, coordinateur auprès de PASMEP, partenaire de MISEREOR qui soutient la construction de mini-laiteries.

« Les relations commerciales de l'Europe avec l'Afrique toujours en mode "dominant-dominé" »

L'Europe rate une occasion unique de construire une nouvelle relation avec les pays africains

L'Union européenne, première puissance économique mondiale représentant près d'un tiers du commerce mondial des biens et services, a "subtilement" réussi à obtenir l'ouverture du marché d'un bloc de pays non-industrialisés, parmi les plus pauvres au monde, et ne couvrant ensemble qu'à peine 1 % du commerce mondial... Une aubaine pour le puissant commerce européen !

Décidée à étouffer les réticentes, la Commission use et abuse de mesures de pression, entre ultimatums et menace de fermeture du marché européen à tarif préférentiel pour les pays hors PMA (Pays les Moins Avancés).

"La camisole de force des APE", comme l'avait si bien décrit l'ancien directeur du Monde Diplomatique Ignacio Ramonet, se fait donc plus pressante que jamais sur les pays africains. Les "accords de partenariat économique" n'ont jamais aussi mal porté leur nom, car de partenariat, d'accord négocié entre deux parties sur un même pied d'égalité, il n'en est nullement question.

Ce ne sont ni des partenariats, ni des "outils de développement" comme le prétendent la Commission européenne ou la DG Commerce. Les APE priveront les pays africains signataires de plusieurs milliards de recettes douanières, réduiront leur marge de manœuvre dans l'orientation de leur politique de développement, les contraindront à échanger selon les termes imposés par la Commission européenne, et ce, sans considération pour leur situation économique réelle, leurs besoins et leurs priorités. Quant aux exportations africaines, elles resteront fortement soumises aux règles d'origine européenne très contraignantes.

Finalement, en quoi ces APE seraient-ils davantage bénéfiques au développement africain puisqu'ils n'apportent rien de plus que ce que l'Europe accorde aux ACP depuis plus de 40 ans ?

En imposant son rythme de travail et ses conditions, l'Europe rate une occasion unique de construire une nouvelle relation avec les pays africains, qui reléguerait enfin au passé cette position de dominant-dominé du XIXe siècle. C'est regrettable. Et déplorable.

JUGER

DE NOUVELLES IDÉES SE DÉVELOPPENT – NE LE VOYEZ-VOUS PAS ?

1. Voir ce qui est nouveau avec un regard neuf - « je fais une chose nouvelle [...], ne la voyez-vous pas ? »

La question de la situation en Afrique et, cette année particulièrement, de la situation des familles paysannes au Burkina Faso nous renvoie à nous-mêmes. Deux questions se posent : « Comment regardons-nous ? » et « Que voyons-nous ? »

La solution est toujours à portée de main... Mais on passe à côté sans la voir.

Dans le livre du prophète Isaïe, Dieu interroge son peuple : « Voici que je fais une chose nouvelle : elle germe déjà, ne la voyez-vous pas ? Oui, je vais faire passer un chemin dans le désert, des fleuves dans les lieux arides » (Is 43,19). Après des années d'exil à Babylone, il y a une issue, un chemin de liberté, un chemin de retour au pays. Mais de toute évidence il faut que le peuple le découvre lui-même. On peut s'accoutumer aux vieux clichés, aux sentiers battus, aux jugements « bateau », aux idées préconçues même s'ils impliquent l'absence de liberté, l'exclusion et l'exil. Tout d'un coup quelque chose de nouveau paraît, ne le voyez-vous pas ?

Comment percevons-nous l'Afrique ? La situation est-elle comme la décrivait déjà Horst Köhler dans un article du Frankfurter Rundschau paru le 1^{er} juillet 2007 : « Nous nous sommes habitués, dans ce pays, à associer presque automatiquement l'Afrique à la pauvreté, la corruption, la maladie et aussi la guerre. Toutes ces choses existent malheureusement. Mais il est temps d'y regarder de plus près et de jeter les clichés par-dessus bord. » C'est ce à quoi nous encourageaient aussi les paroles du prophète. Il faut voir l'Afrique sous un jour nouveau. Il faut que nous dépassions les clichés, les préjugés, les représentations issues de la colonisation et de siècles de regards « blancs » sur le continent. Peut-être cette nouvelle façon de voir nous aidera à distinguer « l'autre Afrique » : non pas celle des catastrophes qui font trop souvent les gros titres de la presse, mais celle des paysans et des paysannes du Burkina Faso avec leurs trésors de ressources et d'ingéniosité, leurs facultés de résistance, leurs efforts d'adaptation au changement climatique et à l'augmentation de la population et leur volonté de vivre. Nous pourrions alors découvrir des « hommes intègres » qui maîtrisent leur vie malgré les conditions difficiles du Sahel.

2. « On ne développe pas, on se développe » (Joseph Ki-Zerbo)

Cette citation de Joseph Ki-Zerbo, auteur, politique et historien burkinabè, détenteur du prix Nobel alternatif, indique la direction : ce sont les hommes eux-mêmes qui se développent. Pour cela, les clés sont dans la tête, précise-t-il.

« Ensemble, chassons l'ignorance et la famine. »

Maurice Oudet, père blanc et partenaire de longue date de MISEREOR

La théologienne sénégalaise Anne Béatrice Faye qui travaille aujourd'hui au Burkina Faso appelle cela « dormir sur sa propre natte » ou « la natte du développement endogène ». Cela s'appelle, dans la langue de la Bible : « Bois l'eau de ta propre citerne, l'eau jaillissante de ton puits ! » (Pr 5, 15)

« C'est celui qui couche dans une maison qui est le mieux placé pour savoir où se trouvent les fuites de la toiture. » Dictionnaire mossi

Le Nouveau Testament évoque cette question dans la parabole des talents que chacun reçoit. Ils ne sont pas un don à enterrer, mais au contraire à faire fructifier (cf. Mt 25, 14 s). Ces talents, ces dons deviennent une mission à accomplir. C'est ici qu'Anne Béatrice Faye perçoit la contribution possible de l'Afrique au développement du monde. Le don donné aux peuples d'Afrique, c'est la « priorité accordée aux relations sociales ». « Si les sociétés africaines ont su lutter souvent avec succès, elles le doivent essentiellement à leur capacité de puiser dans la richesse de leurs relations humaines. » Pour autant, les populations mènent « une vie simple, riche de relations ». Anne Béatrice Faye est loin d'idéaliser une telle vie. Et puisque la seule croissance économique n'est pas la solution, elle adhère au principe suivant : « c'est l'autolimitation et la simplicité qui permettent à l'être humain de maintenir une relation équilibrée avec lui-même, avec la société au sens large et avec l'environnement. » Dans la perspective des objectifs de développement durable nouvellement adoptés, nous, Européens, pourrions nous rendre compte ici que nous sommes nous-mêmes un pays en développement. L'ONU en est persuadée : tous doivent se développer en respectant les critères de développement durable (ODD). Donc le débat consistant à savoir comment nous voulons vivre sur la terre est un débat qui nous concerne tous, un débat à l'échelle de la planète. Tous les pays peuvent faire état de succès mais aussi de revers ou d'échecs. Tous peuvent dire ce que la vie leur offre et le prix à payer pour cela. Le développement est nécessaire et possible partout : la clé se trouve dans les têtes.

3. Laisse-les pousser !

Quelque chose de nouveau peut se développer à partir des atouts et des ressources des Burkinabè, quelque chose qui leur est propre. Cette chose peut être complètement nouvelle ou bâtie sur un savoir ancien, traditionnel, un savoir « indigène » qui a été transmis et qui est repris sous une forme nouvelle. Ce savoir est le fruit de longs processus où expérimentations et échecs se côtoient. Différents types de savoir se rejoignent dans ces processus : le savoir traditionnel et la recherche agraire moderne. Il est important que les deux se rencontrent sur un pied d'égalité et cherchent à se compléter. Tout ne réussira pas du premier coup. Les paysans de la Bible ont également fait cette expérience. Avec le bon grain, il pousse souvent des mauvaises herbes et même de l'ivraie qui risque d'étouffer le blé. Au début, il n'est pas aisé de distinguer le bon grain de l'ivraie. C'est pourquoi Jésus dit : « Laissez-les pousser ensemble jusqu'à la moisson » (Mt 13, 30). L'ivraie sera liée en bottes pour être brûlée alors que le blé sera rentré dans le grenier. C'est la même chose avec les bonnes idées et les innovations. Il faut les laisser pousser, supprimer les éléments qui ne peuvent servir, développer les idées qui sont prometteuses et faire ainsi progresser le développement.

« La vie implique des choix. D'où la nécessité de comprendre pour bien choisir et agir ensuite. »

Maurice Oudet, Père blanc et partenaire de longue date de MISEREOR.

4. « Un pays ruisselant de lait et de miel »

Les nombreuses petites innovations sont, dans l'esprit de la Bible, autant d'étapes qui mènent à une société nouvelle et équitable. La Bible recommande de ne pas avoir une vision trop réduite de l'homme ; elle propose de donner corps aux grands rêves de l'humanité et de travailler résolument à leur réalisation. La société juste est représentée, dans l'Ancien Testament, par le pays « ruisselant de lait et de miel » (Dt 26, 9). L'économie biblique part du principe qu'il y en a assez pour tout le monde. « Le Seigneur est mon berger : je ne manque

de rien » (Ps 23,1). « La terre a donné son fruit » (Ps 67,7). Il s'agit de ne pas lutter contre la nature, mais de vivre avec elle, avec ses ressources, et de partager équitablement ses biens.

**Il reste encore de l'herbe de l'année dernière et la nouvelle paraît déjà.
Adage peul.**

C'est pour cette raison que le missionnaire d'Afrique Maurice Oudet voit l'homme comme le « gardien de la terre ». L'homme s'est vu confier la Création pour la cultiver et la préserver. C'est pour cela que le premier don de Dieu à l'homme est l'intelligence - qu'il convient d'utiliser. Elle permet à l'homme de créer un espace vivable même dans des circonstances inhospitalières, un espace où il est possible de vivre dignement. Le bon jardinier ne travaille pas contre les conditions climatiques, les caractéristiques du sol, la fréquence des précipitations ou les possibilités d'irrigation que la nature lui donne. Il apprend à découvrir les richesses de sa terre, à travailler et à vivre avec elle. Anne Beatrice Faye appelle cela la « convivialité » (une forme de vivre ensemble de l'homme et de la Création, chacun respectant les caractéristiques de l'autre et lui permettant d'exister et de se développer). La culture africaine a beaucoup à offrir dans ce domaine.

Dans cette perspective, un monde nouveau est possible. « Car ce que nous attendons, selon la promesse du Seigneur, c'est *un ciel nouveau et une terre nouvelle* où résidera la justice. » (2 P 3,13). Et le théologien congolais Boniface Mabanza d'ajouter : « Il y aura de l'égalité pour tous » : pour les populations d'Afrique, les populations d'Europe et les populations du monde entier. Le nouveau monde voulu par Dieu dessine un avenir pour l'homme et aussi pour la terre. Nous entendons toujours aujourd'hui « la clameur de la terre et la clameur des pauvres. » (Pape François, *Laudato Si'*, 49). Ces clameurs ne vont pas rester sans effet. A la fin, « ... la mort ne sera plus, et il n'y aura plus ni deuil, ni cri, ni douleur : ce qui était en premier s'en est allé... Voici que je fais toutes choses nouvelles » (Ap 21,4 s).

**« Je ne suis ici que l'humble porte-parole d'un peuple qui refuse de se regarder mourir pour avoir regardé passivement mourir son environnement naturel. »
(Thomas Sankara, président du Burkina Faso de 1983 à 1987 dans un discours prononcé le 5 février 1986 à Paris devant la conférence « SYLVA » sur l'arbre et la forêt.)**

5. La paille et la poutre

Et qu'en est-il de nous en Europe ? Beaucoup d'entre nous voient les erreurs commises en Afrique, mais voyons-nous aussi les fautes de l'Europe ? Jésus emploie une image assez dure pour fustiger cette attitude : « Comment peux-tu dire à ton frère : 'Frère, laisse-moi enlever la paille qui est dans ton œil', alors que toi-même ne vois pas la poutre qui est dans le tien ? » (Lc 6, 42). N'avons-nous pas, nous Européens, suffisamment de « poutres » dans nos yeux : la longue histoire de la colonisation africaine qui n'a toujours pas été soldée, la traite des Noirs, l'accaparement des terres, le pillage des ressources, les exportations d'armes, de produits agricoles, de vêtements d'occasion et de déchets vers l'Afrique ? Notre comportement à l'égard des réfugiés d'Afrique qui frappent à notre porte ? Et enfin notre

style de vie qui pénalise tout particulièrement les pauvres et qui prive la terre de l'air dont elle a besoin pour respirer ?

Les habitants du Burkina Faso sont contrariés dans la recherche de solutions à leurs problèmes. Leur potentiel et leurs idées ne peuvent aboutir. Cette situation a des causes structurelles liées à l'histoire du pays, aux relations de pouvoir et aux intérêts nationaux. Les acteurs internationaux comme l'UE portent également, avec leur politique, une part de responsabilité. Le peuple burkinabè a lutté courageusement pour se doter d'un gouvernement démocratique. C'est maintenant à la communauté internationale de soutenir ce nouveau démarrage en octroyant un 'dividende démocratique' et en garantissant que les attentes de la population ne seront pas déçues.

Sans vouloir tomber dans le piège des reproches erronés ou partisans, il existe suffisamment d'indices pour s'interroger sur le rôle de la politique européenne et aussi sur la conversion à opérer dans nos propres vies. Il faut enlever la poutre dans nos yeux pour voir plus clair ; pour modifier notre perception du monde et prendre conscience de la réalité ; pour changer enfin notre façon d'agir à l'égard et pour les Africains. Qui sait, peut-être cette nouvelle perspective nous fera progresser ici aussi en Europe. Tel est l'objectif de la campagne de carême.

« La vie en abondance » (Jn 10, 10) nous a été promise à tous, sans distinction. Pour cela, nous avons aussi besoin de la sagesse de l'Afrique afin que nous puissions parvenir tous ensemble au pays « ruisselant de lait et de miel ».